



ARCHIVED - Archiving Content

Archived Content

Information identified as archived is provided for reference, research or recordkeeping purposes. It is not subject to the Government of Canada Web Standards and has not been altered or updated since it was archived. Please contact us to request a format other than those available.

ARCHIVÉE - Contenu archivé

Contenu archivé

L'information dont il est indiqué qu'elle est archivée est fournie à des fins de référence, de recherche ou de tenue de documents. Elle n'est pas assujettie aux normes Web du gouvernement du Canada et elle n'a pas été modifiée ou mise à jour depuis son archivage. Pour obtenir cette information dans un autre format, veuillez communiquer avec nous.

This document is archival in nature and is intended for those who wish to consult archival documents made available from the collection of Public Safety Canada.

Some of these documents are available in only one official language. Translation, to be provided by Public Safety Canada, is available upon request.

Le présent document a une valeur archivistique et fait partie des documents d'archives rendus disponibles par Sécurité publique Canada à ceux qui souhaitent consulter ces documents issus de sa collection.

Certains de ces documents ne sont disponibles que dans une langue officielle. Sécurité publique Canada fournira une traduction sur demande.



Modèle de la sécurité publique globale:

***Un nouveau langage pour mesurer tous
les aspects de la ~~police~~ modern***

Sécurité Publique

**Un guide d'analyse des méthodes servant à déterminer la valeur et
l'incidence des investissements dans la sécurité communautaire**

IÉSI 2012

Sécurité communautaire intégrale

Les corps policiers canadiens doivent remettre en question leur rôle en matière de sécurité communautaire en procédant à une analyse contemporaine du rôle de la police au sein des communautés. Cette analyse doit revoir les défis et la contribution des services de police dans l'objectif d'aider à bâtir des collectivités unies et sécuritaires partout au pays. La police seule, ne peut y parvenir puisque la sécurité communautaire nécessite une réponse multisectorielle (groupes, organismes et autres). La solution doit donc prendre en considération la réalité socio-économique des communautés.

L'augmentation des coûts de fonctionnement de nos institutions publiques justifie l'ouverture à une plus grande collaboration. À tous les niveaux, les institutions publiques et leurs dirigeants doivent s'engager dans un dialogue continu avec les autorités, les organismes de financement, les collectivités et les citoyens au sujet du rôle, des responsabilités et des coûts de plus en plus importants de la sécurité communautaire.

Ces discussions, doivent tenir compte des attentes et des besoins de plus en plus grands en matière de sécurité ainsi que des coûts croissants qui y sont associés. S'ajoutent des reportages médiatiques fréquents ainsi que la perception grandissante de nombreux citoyens que la « criminalité est à la baisse au Canada ». Il est vrai de dire que les tendances positives en matière de criminalité sont bien réelles, et il est aussi vrai de dire que le niveau de la sécurité communautaire au pays a de quoi réjouir les Canadiens. Mais ces observations ne sont vraies que si on regarde la situation dans son ensemble.

Pour de nombreux citoyens canadiens à risque, cela n'a rien à voir avec la réalité quotidienne. Cette nouvelle réalité, est que la peur du crime augmente chez beaucoup d'entre eux. Pour nos organisations ainsi que pour les organismes de surveillance, ces statistiques à la baisse n'expliquent pas la hausse de la demande de services auprès des ressources publiques, les conditions difficiles et non sécuritaires pour les partenaires du secteur public et les policiers eux-mêmes. La crainte de la criminalité et de la victimisation est très réelle dans beaucoup trop de familles, de collectivités et de quartiers. Il suffit de regarder les médias pour se rappeler ce qui motive cette crainte.

Ce qui fait défaut, c'est un vocabulaire adéquat pour exprimer clairement la situation et y répondre. Dans ce guide et dans le modèle qui l'accompagne, la classe de l'IESI 2012 présente une nouvelle façon d'envisager la sécurité communautaire. Cette nouvelle approche est fondée sur un nouveau modèle où la sécurité communautaire n'est plus seulement une affaire de statistiques sur la criminalité et une priorité uniquement pour la police. Même si effectivement, la police a un rôle primordial à jouer dans le système de justice criminelle de par ses fonctions de répression et de prévention. Mais la nouvelle réalité exige de maximiser les ressources substantielles et durables de nos institutions gouvernementales par la création de partenariats avec les organismes traditionnellement responsables de la sécurité, et ce, afin de trouver de nouvelles façons de faire qui innovent dans l'expérience canadienne.

Le modèle proposé par la classe de l'IESI 2012 maximise le potentiel de la sécurité communautaire en misant sur la collaboration entre les partenaires comme les services sociaux, l'éducation, les services de logement et de santé, etc. La classe de l'IESI 2012 favorise le dialogue entre les partenaires afin de mettre à profit leur expertise et de trouver des stratégies pour la sécurité et la santé de nos collectivités. Ce guide explique le nouveau modèle de sécurité communautaire et ses dix volets. Plus précisément, il met l'accent sur la façon dont ces volets de la sécurité communautaire sont mis en application dans d'autres pays, sur l'application locale du modèle et finalement, son utilisation comme outil de planification et, ultimement, comme moyen pour mesurer tous les aspects de la sécurité communautaire.

Un nombre croissant d'indicateurs donnent à penser que le crime et les appels de service sont en baisse au Canada. Toutefois, ils ne traduisent pas la réalité quotidienne des Canadiens à risque. Ils n'aident guère à expliquer les demandes croissantes à l'égard des ressources policières voulant qu'elles doivent « tout faire sans jamais dire non ». Ce qui manque est un vocabulaire adéquat pour exprimer clairement la situation et y réagir.



L'IESI 2012 rencontre des dirigeants de la police et de la collectivité faisant partie d'un groupe d'action sociale dans le district de Rinkeby-Kista à Stockholm (Suède).

Un proverbe africain dit « qu'il faut un village pour élever un enfant ». Ainsi, au Canada, il faudra mettre en commun toutes nos ressources pour assurer la sécurité de nos collectivités.

Sommaire

Partie 1	Dimensions stratégiques	4
Partie 2	Implications opérationnelles	10
Partie 3	Principes fondamentaux	12
Partie 4	Production de rapports	13
Partie 5	Diagrammes radar et leur utilisation	20
Partie 6	IESI 2012	22
	Le modèle de la sécurité communautaire intégrale	24

Dimensions stratégiques

Les cinq premières dimensions de l'approche intégrale de la sécurité communautaire traduisent toutes un concept stratégique des opérations qui, pour être efficace, doit tirer parti de toutes les ressources et capacités d'action, dans l'objectif de l'atteinte d'un but commun.

Dans notre recherche sur le terrain à l'étranger, nous avons constamment trouvé des exemples d'application vigoureuse et fructueuse d'un nouveau style d'opérations qui renouvelle l'énergie, l'espoir et l'optimisme dans des collectivités très vulnérables. Nous avons aussi constaté qu'à l'inverse, quand le succès n'était pas au rendez-vous, plusieurs des dimensions étaient manifestement absentes.

Nous avons choisi de qualifier nos dimensions de « stratégiques » parce que chacune est destinée à éclairer et façonner l'orientation stratégique de chacun des acteurs, depuis les plus hauts échelons jusqu'aux premières lignes. Tous les organismes partenaires et secteurs ayant un intérêt et un rôle à jouer dans la réduction des facteurs de risque, la mise en valeur des atouts ainsi que la sécurité et la santé des collectivités sont concernés.



L'action visant la sécurité communautaire est une démarche complexe exigeant que de nombreux organismes se concertent, assument des responsabilités

Responsabilité partagée élargie

et s'engagent à travailler ensemble. Ces partenariats doivent aussi réunir les fournisseurs de services de sécurité aux collectivités qu'ils desservent. Un vaste partage des responsabilités doit être assorti de

processus de reddition de comptes pour que la sécurité communautaire passe des mains d'intervenants individuels à la collaboration dans l'élaboration d'une stratégie commune. Il faut bien se rappeler que la police n'est qu'un des partenaires. Il y en a bien d'autres. La police ne peut plus supporter seule le fardeau de la sécurité communautaire.

En Nouvelle-Zélande, le programme des agents de la paix maoris est un excellent exemple d'un groupe communautaire travaillant avec la police pour assumer davantage de responsabilité en vue de créer des collectivités plus sûres – non seulement pour les Maoris mais pour tous les Néo-Zélandais.

Quelques indicateurs:

- Participation inclusive à la direction et à la responsabilité.
- Les possibilités de changements systémiques sont reconnues.
- Libre échange de l'information et des solutions mises en œuvre.
- Investissement actif et véritable du temps et des talents de professionnels de nombreuses disciplines.

« La sécurité communautaire n'est pas la responsabilité exclusive de la police, et la police ne devrait pas être comme un "supermarché". »

*Fundacion Paz Ciudadana,
Patricio Tudela Poblete.
Santiago (Chili), 2012*

Notre recherche a révélé un changement radical dans les priorités en matière de sécurité communautaire dans de nombreux pays. L'accent est

**Action axée
sur les
facteurs de
risque et la
victimisation**

moins sur les incidents et les interventions sur lesquels sont souvent fondées aussi bien les statistiques que les opérations au Canada, mais davantage sur la réduction de la victimisation et le ciblage des risques liés à la criminalité qui mènent des personnes à risque à

avoir des démêlés avec la justice. Cela ne signifie pas de faire passer la police à un mode purement préventif, mais bien de reconnaître que même nos approches interventionnistes et répressives peuvent être orientées plus efficacement en fonction de facteurs de risque et de la victimisation réelle et perçue, plutôt qu'en fonction d'incidents et de l'incidence des crimes signalés (par exemple selon la Déclaration uniforme de la criminalité (DUC) ou d'autres statistiques sur la criminalité).

« Les riches s'inquiètent du crime. Les pauvres s'inquiètent de leur subsistance. »

Major-général Jacobs, Afrique du Sud, 2012

Quelques indicateurs:

- Des systèmes sont en place pour des interventions de partenaires multiples, en fonction des risques.
- Le déploiement est modulé selon les facteurs de risque des personnes et des quartiers.
- Des outils sont disponibles pour reconnaître et diagnostiquer les personnes, les familles et les communautés à risque.
- Un système efficace axé sur les risques permet d'améliorer la sécurité de la collectivité, l'éducation et l'emploi.
- La sécurité communautaire se mesure en fonction des taux de victimisation plutôt que des taux d'infractions.

À Bogotá (Colombie), la Chambre de commerce mène deux fois l'an, en collaboration avec un groupe de réflexion indépendant, un sondage auprès de la communauté pour déterminer quel est le plus grand risque perçu. La police, le groupe de réflexion et la Chambre de réflexion y font suite de concert en créant des programmes s'attaquant à ces risques. La Suède est allée plus loin dans l'analyse des résultats de tels sondages, en rattachant un coût monétaire aux risques.

Quelques indicateurs:

- La participation est véritable; un éventail diversifié d'acteurs de la collectivité participent aux programmes.
- De solides liens entre groupes communautaires sont établis.
- Le secteur public, le secteur privé et le secteur des ONG, à tous les échelons, sont parties prenantes.
- Des partenariats structurés, fondés sur la confiance et la collaboration, sont en place.

« Pour que nous réussissions à réduire le crime, il doit y avoir coopération entre la police, les autorités locales, les ONG, la collectivité, tous les chefs de file communautaires, l'église et même les entreprises locales. L'ensemble de la société doit s'intéresser à sa sécurité. »

Erik Nadheim – Conseil national de prévention du crime de Norvège, 2012

Notre recherche a permis de constater que des pays délaisent des approches compartementalisées en faveur de modèles collaboratifs qui mobilisent l'ensemble de la collectivité dans le cadre d'une stratégie viable à long terme. Dans ces pays, la sécurité communautaire est devenue un état d'esprit et s'appuie sur de solides relations entre partenaires égaux. Il en découle une meilleure mise en commun de l'information et une meilleure perception de la police au sein de la collectivité.



**Engagement
communautaire**

En Afrique du Sud, la loi prévoit qu'un Community Police Forum soit formé dans chaque collectivité pour assurer les communications et assumer la responsabilité des problèmes locaux.

Besoins et priorités locaux

De nombreux pays que nous avons étudiés présentaient des exemples édifiants de programmes de sécurité communautaire possédant la souplesse voulue pour répondre aux besoins précis de chaque collectivité. Grâce à un cadre commun, les partenaires ont réglé divers problèmes de la collectivité qui avaient été cernés à l'aide de sondages qualitatifs que menaient régulièrement des groupes indépendants. Les méthodes opérationnelles ont été ajustées à la lumière des succès et des échecs.

En 1990, la police norvégienne a lancé un projet de patrouilleurs nocturnes bénévoles au service de la sécurité communautaire, maintenant intitulé « Corbeaux nocturnes ». Ce programme vise à prévenir la violence et les dommages, et à renforcer les réseaux sociaux par la présence de bénévoles adultes dans la collectivité. Il compte aujourd'hui 300 groupes dans l'ensemble du pays.

Quelques indicateurs:

- Les collectivités individuelles reconnaissent leurs facteurs de risque.
- Il existe un processus réunissant les champions locaux en vue d'établir les priorités locales.
- Les connaissances, les outils et les ressources sont exploités pour trouver des solutions locales.
- Il existe des méthodes permettant de combiner évaluation et mesure à l'échelle locale.

« Pour créer des relations, il faut du temps, il faut de l'énergie et il faut de la coordination. »

Surintendant Mark Wright, LAC NSW, Blacktown (Nouvelle-Galles du Sud, Australie), 2012

Quelques indicateurs:

- Les gouvernements dirigent et soutiennent l'approche holistique de la sécurité communautaire.
- La sécurité communautaire est une priorité évidente des mandats de multiples ministères et organismes.
- Les structures hiérarchiques tiennent compte de l'approche holistique.
- Les besoins particuliers de communautés marginalisées sont une priorité pan-gouvernementale.

Le plan de prévention de la criminalité dirigé par les iwi est une réponse à l'adage « si vous faites toujours les choses de la même façon, vous obtiendrez toujours les mêmes résultats ». Le plan iwi pourrait véritablement transformer la façon dont les choses sont faites et donc changer les résultats, tout simplement parce que les iwi feront différemment de ce qu'ils avaient toujours fait.

Pendant notre recherche sur le terrain, nous avons découvert de nombreuses initiatives communautaires innovatrices mises en place par une variété d'acteurs communautaires. Il était évident que les programmes et initiatives les plus fructueux étaient ceux qui étaient soutenus et, souvent, mandatés par les autorités gouvernementales. Les directives adressées non seulement à la police mais à tous les partenaires communautaires favorisaient une plus grande adhésion de tous les organismes contribuant à la sécurité des collectivités et des citoyens eux-mêmes. La résistance au changement est toujours difficile à gérer, mais un des meilleurs moyens de surmonter cette résistance aux nouvelles idées et façons de faire est d'avoir un mandat bien défini et des directives concrètes émanant des instances supérieures des autorités gouvernementales.

Impératifs et directives d'autorités supérieures

« Lorsque les insurgés gagnent, ce n'est pas sur le terrain de combat mais sur le terrain de la gouvernance. »

Lieutenant-colonel Rob Bell, Police militaire des Forces canadiennes, The Briars, 2012

Les dimensions stratégiques intégrales appellent de nouveaux modes de fonctionnement... comme l'indiquent les exemples internationaux et nationaux suivants.



Afrique du Sud

Integrated Development Services Act

Cette loi nationale exige la concertation de tous les intervenants locaux, provinciaux et fédéraux en vue d'assurer la sécurité communautaire, la viabilité économique et le développement durable.

Cape Town Improvement District; règlement de 2003

Vaste mobilisation communautaire fondée sur une responsabilité commune comprise et soutenue par la loi nationale ainsi qu'un règlement local (Cape Town CID).

Points forts : Démarche sanctionnée par les autorités publiques, dirigée par des acteurs privés.

Points faibles : Le modèle du district d'amélioration commerciale ne concorde pas toujours avec les attentes du public en général.

Résultats : Le district d'amélioration commerciale de Cape Town a bénéficié d'un important rendement du capital investi grâce aux initiatives de prévention du crime et de sécurité de la collectivité.

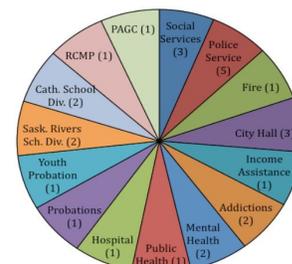
Canada

À Prince Albert, en Saskatchewan, un nouveau modèle a suscité énormément d'intérêt à l'échelle nationale. Sous le thème de « mobilisation de la collectivité », ce modèle interactif et inter organismes a recourt à des données analytiques afin d'assurer des services à ceux qui en ont besoin avant qu'ils ne se tournent vers la criminalité. Ce modèle de mobilisation de la collectivité a été inspiré par des travaux de recherche menés à Glasgow (Écosse). L'IESI a examiné ce modèle dans le cadre de ses recherches au Canada.

La mobilisation de la collectivité est une stratégie s'attaquant aux causes profondes. Elle offre de l'aide, des options et des choix à ceux qui sont dans le besoin en raison de problèmes de familles dysfonctionnelles, de toxicomanie, de santé mentale, d'éducation, de disposition au travail et d'emploi avant qu'ils n'intègrent un système.

La recherche menée en Écosse a clairement indiqué que tous les éléments doivent concourir à une stratégie globale – l'échec étant assuré quand certains éléments sont isolés et traités séparément. Avec sa priorité consacrée la collaboration inter organismes, la mobilisation de la collectivité est l'évolution naturelle de la nouvelle vague de stratégies de réduction de la criminalité.

Le modèle en place à Prince Albert comprend bon nombre d'aspects du modèle de la sécurité communautaire. Il faut noter en particulier la prise en considération des besoins, des priorités locales et l'insertion de la stratégie dans le programme du gouvernement de la Saskatchewan visant à créer des partenariats pour réduire la criminalité. Il s'agit d'un excellent exemple de solution locale répondant à des directives et impératifs de niveau supérieur. La stratégie vise actuellement à améliorer l'évaluation et l'analyse qualitatives ainsi que l'évaluation multidisciplinaire grâce à des partenariats avec l'Université de la Saskatchewan et l'Université de Regina.



Australie

COM4unity : En 2009, en réponse aux préoccupations de la police et des collectivités en regard du nombre croissant de jeunes ayant un comportement antisocial et d'incidents troublant l'ordre public à Blacktown, le surintendant Mark Wright a réuni un certain nombre d'organismes non gouvernementaux pour discuter d'une approche positive et proactive. Le groupe offre aux jeunes de Blacktown un éventail d'activités, des liens à des fournisseurs de services et des mécanismes de soutien locaux.

Points forts : COM4unity est une réussite parce qu'elle a adopté une approche holistique de la sécurité de la collectivité. Elle regroupe des employés et des bénévoles d'organisations et entreprises locales, des services à la jeunesse, la police locale, les gestionnaires, les responsables de la sécurité du centre commercial Westpoint et certains membres du conseil municipal de Blacktown.

Points faibles : Cette initiative est strictement locale.

Résultats : Chaque jeudi, il y avait des « soirées de bagarres » et il n'était pas rare de trouver plus de 2000 jeunes rassemblés dans un lieu restreint. Grâce à une méthode soigneusement planifiée, COM4unity prend de l'élan et réalise ses objectifs. Les soirées de bagarres sont maintenant chose du passé.



Amérique du Sud

Plan Nacional de Vigilancia Comunitaria por Cuadrantes

Ce programme national exige des organismes de coopérer entre eux ainsi qu'avec les membres de la collectivité, les autorités gouvernementales locales et les autres services du secteur public. La Colombie a été divisée en 2000 districts. Depuis 2007, plus de 165 000 réunions consultatives ont été tenues.

Points forts : La communauté locale et les partenaires participent à la détermination des besoins, la résolution des problèmes et à l'évaluation des points chauds. La direction est assurée par le Cabinet du président.

Points faibles : Évaluation quantitative plutôt que qualitative.

Résultats : Réduction de 11 % de la criminalité.



Norvège

Modèle SLT-SaLTO : Modèle collaboratif de prévention de la criminalité s'inscrivant dans une approche holistique. Collaboration au sein des organismes, des autorités gouvernementales municipales et nationales, des collectivités, des jeunes et leurs familles, conformément à une proposition gouvernementale de 2006.

Points forts : Comprend à la fois un groupe directeur central et un groupe directeur local; un coordonnateur rémunéré par la municipalité assure la coordination quotidienne avec la police; d'une part, des équipes de suivi prennent en charge chaque jeune à risque. D'autre part, une personne-ressource de la police prend en charge une jeune victime; la police locale participe aux conversations délicates. Ainsi, des données précieuses sont mises en commun et le personnel des secteurs de l'éducation, de la protection de l'enfance et de la santé sont mis à contribution de même que des membres de la communauté qui participent à des patrouilles de sécurité planifiées.

Points faibles : Fiabilité de la méthode de suivi pour ce qui est de déterminer le succès concret du modèle.

Résultats : La communauté locale participe activement et l'approche régionale et nationale démontre que la sécurité des collectivités et des jeunes est la responsabilité de l'ensemble de la collectivité.



Principes fondamentaux

Des principes fondamentaux apportent un soutien essentiel à un système intégré de mesures, de convictions et d'interprétations. Pour que leurs objectifs stratégiques soient réalisés à long terme, toutes les parties d'un modèle intégral de sécurité communautaire doivent adhérer à ces principes fondamentaux et veiller à ce qu'ils soient respectés.

Certains de ces principes sont certes de nature qualitative, et donc souvent difficiles à mesurer objectivement. Dans les meilleurs modèles repérés, ce problème est surmonté grâce à un dialogue collectif et une évaluation continue et mutuelle de l'efficacité des partenariats et des méthodes employées.

Données partagées – La sécurité communautaire ne peut pas être assurée sans continuer d'utiliser des silos d'information individuels. Il est essentiel au succès d'ouvrir ces silos et de créer des relations facilitant la mise en commun des données tout en respectant la vie privée des personnes en cause. De toute évidence, le respect de la vie privée ne devrait jamais s'opposer à la sécurité d'une personne.

Au Chili, depuis le milieu des années 1990, la police a fourni toutes ses données à des analystes indépendants, ce qui a permis de repérer des solutions possibles à des problèmes actuels.

Confiance – Une société ouverte, vouée à l'atteinte du but commun qu'est la sécurité communautaire, se caractérise par une libre circulation des renseignements fondée sur une transparence maximale et un libre-échange d'idées. La confiance qui est nécessaire pour contester le *statu quo* et s'attaquer aux problèmes de sécurité des quartiers tout en ayant le courage de constater les difficultés et les possibilités qui se présentent. Notre recherche internationale a démontré qu'il est impératif de reconnaître qu'aucun groupe ou organisme ne possède le monopole des solutions, et qu'aucun groupe ou organisme n'a l'exclusivité de la réponse à la sécurité communautaire. Une base soutenue par une confiance mutuelle garantira que tous les participants sont à l'aise avec leurs partenaires, et que la quête de solutions aux problèmes ne risque pas d'entraîner un blâme ou un embarras.

En Norvège, un exemple réunit des décideurs de la Police nationale norvégienne et du secteur de la santé mentale pour assurer une orientation commune et d'un protocole unifié permettant ainsi de s'attaquer efficacement aux problèmes de santé mentale.

Le courage de laisser les choses évoluer – La société doit être prête à accepter que les changements socioéconomiques sont souvent question de générations. Il faut du temps pour modifier les normes sociétales. L'IESI 2012 a vu que certains pays sont disposés à réfléchir en termes de générations plutôt que d'années, et à apprécier les progrès autant que l'achèvement d'un programme.

Dans le cas d'un projet en Suède, il a fallu cinq ans pour constater une participation de la communauté avant qu'il y ait un potentiel de mobilisation.

Innovation – L'attitude envers le changement, la mutation et l'adaptation a été un thème central de la lutte contre les problèmes de criminalité et de sécurité. Les pays, les villes et les quartiers qui sont menacés de désorganisation de la vie communautaire et qui sont craintifs et méfiants, recherchent l'innovation. L'IESI 2012 a vu que ceux qui sont en crise sont les plus ouverts et intéressés au potentiel du changement. L'innovation, la mutation et le changement sont au cœur des collectivités les plus motivées à trouver des solutions collectives.

Aux Pays-Bas, un exemple mobilise les citoyens inquiets en recourant aux médias sociaux et aux messages texte.

Solutions multidisciplinaires – Aucune collectivité ni aucun organisme public ne possède toutes les solutions pour la sécurité communautaire. C'est seulement grâce à la collaboration de partenaires multidisciplinaires représentant divers paliers et domaines d'expertise, qu'il peut y avoir un véritable changement. Les problèmes peuvent être compris et diagnostiqués en recourant à des optiques diverses et, la mise en œuvre de solutions doit mobiliser ceux qui sont les mieux placés pour agir.

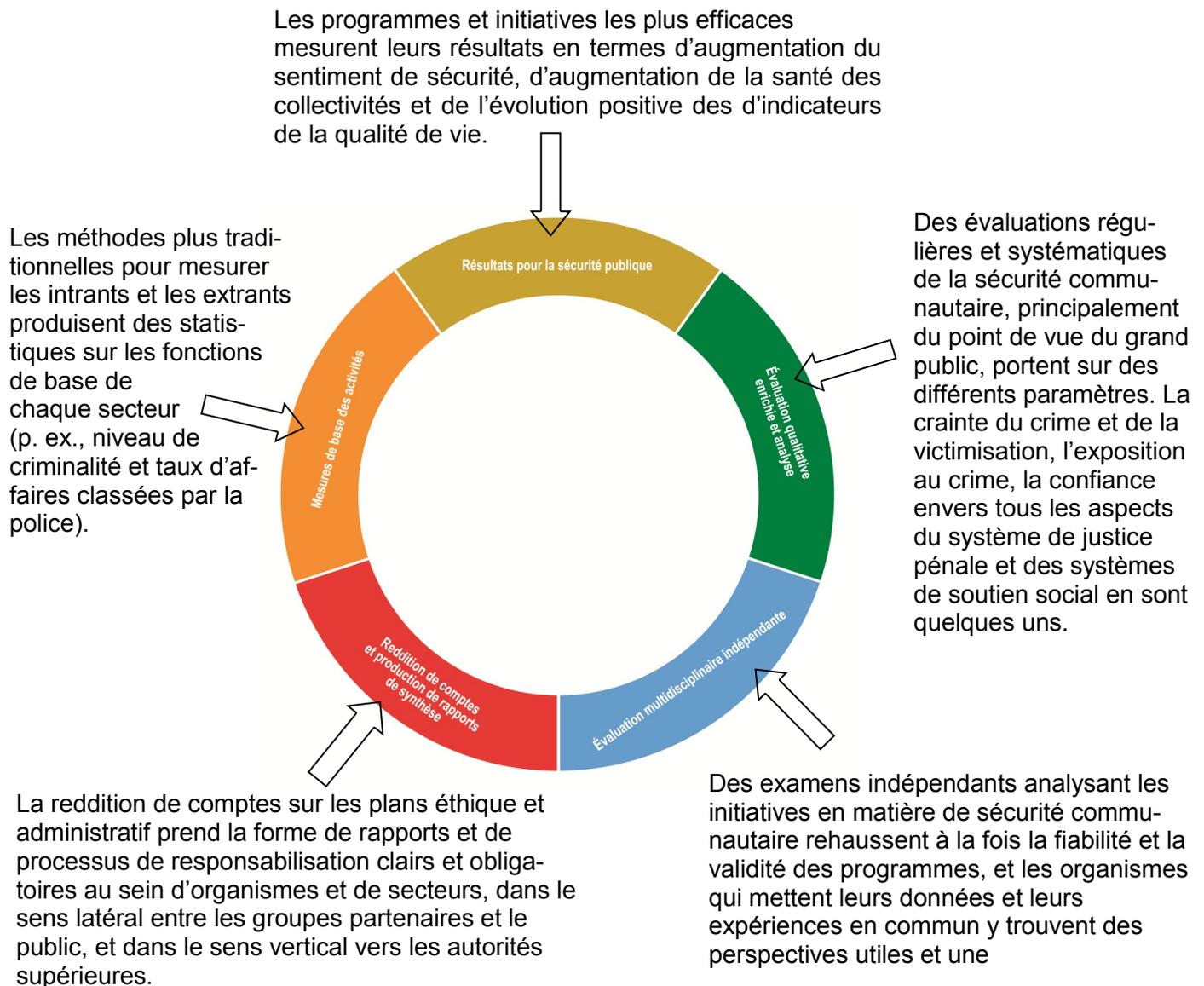
Quand on l'a consulté au sujet de la Constitution de l'Afrique du Sud, le philosophe Karl Popper a fait remarquer que

« les grands résultats socioéconomiques ne sont que rarement, voire jamais, le fruit de grandioses politiques élaborées par un petit groupe de planificateurs avec un minimum de contributions ou de débat, mais plutôt de processus interactifs graduels où les politiques sont constamment et publiquement critiquées, éprouvées et améliorées »

Production de rapports

Les cinq dimensions externes concernent toutes la façon dont nous pouvons déterminer et faire connaître la valeur de nos investissements collectifs dans la sécurité communautaire. Elles s'appliquent à tous les paliers : du national au local, en passant par les quartiers. Dans les nations, les États et les collectivités où le modèle intégral de sécurité communautaire était évident, la valeur obtenue de la gamme complète d'investissements était mesurée et communiquée par de multiples voies, et n'était ni limitée à des secteurs individuels, ni définis par eux.

Ces dimensions apportent un vocabulaire et un cadre permettant à tous les partenaires de la sécurité communautaire de mesurer l'efficacité et communiquer les résultats à leurs autorités de tutelle, entre eux et au grand public. C'est également dans ces dimensions que le modèle concilie la nécessité pour chaque secteur ou discipline de continuer de remplir efficacement ses mandats de base et d'en rendre compte.



Les résultats pour la sécurité communautaire s'expriment en avantages procurés par les initiatives en matière de sécurité communautaire. Dans les pays

Résultats pour la sécurité publique

que nous avons visités, les initiatives les plus efficaces étaient celles à l'égard desquelles les résultats des programmes étaient mesurés. Les résultats peuvent prendre diverses formes : réduction de la crainte du

crime, amélioration de la perception de sécurité dans la collectivité, retombées économiques locales positives, réduction des taux de décrochage scolaire, amélioration de l'aptitude à l'emploi au sein de populations à risque et finalement, la réduction de la dépendance aux services sociaux et aux soins de santé.

CID (Cape Town City Improvement District) – Mise en place d'un projet de gestion urbaine à Cape Town.

Le CID travaille en partenariat avec des ONG et des entreprises locales à des projets d'amélioration de l'environnement et de la sécurité communautaire. Ces projets font augmenter les valeurs foncières, favorisent le commerce et font baisser l'activité criminelle dans le secteur.

Quelques indicateurs:

- Réduction de la crainte du crime et accroissement des perceptions de sécurité.
- Réduction des taux de victimisation.
- Indicateurs économiques positifs.
- Réduction des taux de décrochage scolaire et augmentation des taux de fréquentation et de diplomation.
- Amélioration des indicateurs d'employabilité chez les populations marginalisées.
- Réduction de la dépendance aux services sociaux et aux soins de santé.
- Indications d'une augmentation de la fierté communautaire et de la qualité de vie.
- Réduction de l'intimidation et des mauvais traitements dans les écoles et les milieux à risque.

« Les facteurs de risque aussi bien de criminalité que de victimisation dans notre province sont clairs. Ils sont en grande partie les mêmes qui exposent les citoyens à des risques d'un éventail de problèmes de santé, de vie en société, d'éducation et d'emploi. Ces facteurs combinés ont tendance à toucher les segments les plus désavantagés de notre société. Nous reconnaissons qu'une démarche multidimensionnelle – mettant en jeu tous nos partenaires – est la meilleure façon de réduire la criminalité. »

*Premier ministre de la Saskatchewan
Brad Wall, 2011*

Des mesures de base des activités ont été intégrées aux évaluations de la sécurité communautaire partout dans le monde. Par contre, de nombreux pays ont compris que ces

Évaluation qualitative enrichie et analyse

mesures ne peuvent à elles seules rendre compte de tous les aspects de la sécurité. Pour pallier cette lacune, d'importants efforts ont été déployés afin de mener des évaluations systématiques régulières de la sécurité communautaire, principalement dans l'optique de faire ces évaluations auprès du grand public. Parmi les paramètres utilisés figurent la crainte du crime et de la victimisation, l'exposition à la criminalité et la confiance envers tous les aspects du système de justice pénale. Des nations ont constaté que ces efforts concertés ont constamment produit un taux de réponse atteignant jusqu'à 70 %, et que les résultats ont justifié l'investissement. Des universitaires et des professionnels interprètent et analysent ensuite les données; les résultats seront utiles aux décideurs gouvernementaux. Il reste à surmonter la difficulté à joindre certaines des populations les plus à risque au sein de la communauté.

Dans les années 1990, les politiciens ont commencé à s'intéresser à la rentabilité des dépenses, mettant davantage l'accent sur l'efficacité policière et l'évaluation du travail. En Suède, le Conseil national de prévention du crime effectue des sondages, et des criminologues interprètent les données pour renseigner le gouvernement sur la sécurité communautaire et l'aider à faire des choix stratégiques en matière sociale.

Quelques indicateurs:

- Amélioration de la variété, de l'actualité et de la qualité des données recueillies et analysées.
- Amélioration du dialogue sur la sécurité communautaire et le bien-être de la société.
- Échange d'information en langage clair entre partenaires de la sécurité communautaire et citoyens.
- Sondages qualitatifs se poursuivant et produisant des perspectives enrichies et multiples qui peuvent éclairer les décisions sur tous les efforts et programmes.

« La police prend un large éventail d'initiatives. Aucune n'est mesurée. Le problème est que si le travail de la police reste discret, il n'est pas perçu et il est plus difficile de militer en faveur du budget. »

Lucia Dammert, consultante en sécurité communautaire, Santiago (Chili)

Quelques indicateurs:

- Toutes les collectivités font l'objet de sondages fréquents (sur de nombreuses dimensions de la sécurité communautaire).
- Une grande variété de méthodes d'évaluation sont utilisées.
- L'évaluation est effectuée en recourant à des chercheurs universitaires et autres organismes indépendants.
- Les organismes et les secteurs coopèrent volontiers à l'évaluation par un tiers.

« Il est important de découvrir les liens entre le comportement des citoyens, les perceptions de la sécurité, les taux et expériences de victimisation, les crimes déclarés et les différentes pratiques policières. La prise en compte de tous ces facteurs permet une évaluation plus riche et plus utile que le nombre de crimes signalés à la police ou le nombre d'affaires classées par suite d'une arrestation. »

Gary T. Marx, 1976

Dans tous les pays que nous avons visités, nous avons constaté que des examens indépendants et des initiatives en matière de sécurité communautaire ont rehaussé à la fois la fiabilité et la validité des programmes. En outre, l'évaluation des résultats des initiatives par des experts, provenant d'une variété de disciplines scientifiques et professionnelles, mène souvent à des programmes plus innovateurs ou à la découverte de nouvelles mesures susceptibles d'accroître la sécurité communautaire. Dans les pays que nous avons visités, les organismes de service public qui communiquaient leurs données à des experts indépendants et multidisciplinaires afin qu'ils les examinent, ont bénéficié d'une plus grande crédibilité et, souvent, d'une meilleure acceptation de leur travail. Dans de nombreux cas, ils ont aussi découvert de nouvelles façons de mesurer leurs initiatives en matière de sécurité communautaire.

Évaluation multi-disciplinaire indépendante

FIP – Fondation Idées pour la paix. Groupe de réflexion financé par des sources privées, regroupant des universitaires de multiples disciplines, qui mène une évaluation du plan national de surveillance communautaire dans les quartiers urbains en Colombie.

Afin de préserver la confiance générale du public envers la police, il doit y avoir reddition de comptes sur les plans aussi bien éthique qu'administratif. Il est

Reddition de comptes et production de rapports de synthèse

essentiel de mesurer les résultats, la productivité générale et la satisfaction de la communauté pour rehausser et préserver la confiance du public. Notre analyse faite à l'internationale a démontré que pour assurer la plus

grande efficacité, des processus clairs et obligatoires de production de rapports et de reddition de comptes sont nécessaires non seulement au sein des organismes, mais aussi latéralement entre les divers groupes partenaires.

Le HMIC veille à la surveillance et la reddition de comptes de 43 services de police au Royaume-Uni, comme l'en charge la Police Reform and Accountability Act. La reddition de comptes sera rehaussée à l'échelle locale par l'élection de commissaires de police répondant aux attentes et communications de la communauté locale.

Quelques indicateurs:

- Existence d'une structure multidisciplinaire cohérente de production de rapports.
- Existence de processus pour motiver les parties ayant un rendement inférieur et les partenaires inactifs.
- Les résultats sont conformes aux priorités stratégiques en matière de sécurité communautaire à tous les niveaux.
- Les réalisations et les difficultés sont communiquées latéralement et verticalement.

« Nous sommes devenus l'organisme social de premier recours pour les pauvres... Nous devons reconsidérer les processus policiers pour déterminer au juste ce qui exige l'autorité armée de l'État dans votre salon. »

Gascan et Foglesong, 2010

Quelques indicateurs:

- DUC et Indice de gravité de la criminalité.
- Taux d'affaires classées.
- Appels de service.
- Affectation du budget d'application de la loi.
- Succès des poursuites.
- Taux de récidive.
- Admissions aux urgences.
- Interventions en santé mentale.
- Fiabilité et cohérence des indices de base.

« Les attentes de la société sont fonction de la victimisation, pas des statistiques policières. »

*Fundacion Paz Ciudadana,
Mariela Frindt Kullmer et Patricio
Tudela Poblete, Santiago (Chili)*

Les mesures de base des activités sont les mesures plus conventionnelles que nous connaissons et privilégions tous, comme les statistiques de la criminalité, les taux d'incarcération ou les coûts des services aux toxicomanes. Traditionnellement, la productivité des organisations a été fondée uniquement sur des statistiques quantitatives. La grande difficulté actuelle de la collecte de statistiques au Canada n'est pas que les taux de criminalité baissent ou augmentent (en moyenne), mais plutôt qu'il y a une incohérence et de l'inexactitude dans les définitions utilisées dans les données sur la criminalité. La même dimension peut être appliquée à tous les secteurs et nous reconnaissons que chaque secteur devrait avoir ses propres mesures de base des activités. Dans nos études, nous avons constaté qu'il y a des indicateurs supplémentaires qui pourraient élargir la perspective des mesures de la sécurité communautaire. Si nous pensons à la sécurité communautaire comme l'objectif plutôt qu'un moyen de contrôler le crime, nous pourrions élargir nos approches conventionnelles de mesure dans l'ensemble du système.

**Mesures de
base des
activités**

La Police fédérale australienne complète ses rapports au moyen d'indicateurs clés de rendement comme le taux de criminalité, les perceptions du crime, les interventions policières, la confiance du public envers la police, la sécurité routière, le soutien au processus judiciaire et la prévention du crime (perception du crime et des programmes de déjudiciarisation).

Mise en application du modèle intégral

Les dix dimensions de la sécurité communautaire et les indicateurs s'y rapportant constituent un modèle pour l'évaluation des mesures de sécurité communautaire à l'échelle locale, régionale, provinciale et nationale. La mise en pratique de ce modèle exige un outil de mesure qui assure le même niveau de souplesse que le modèle global.

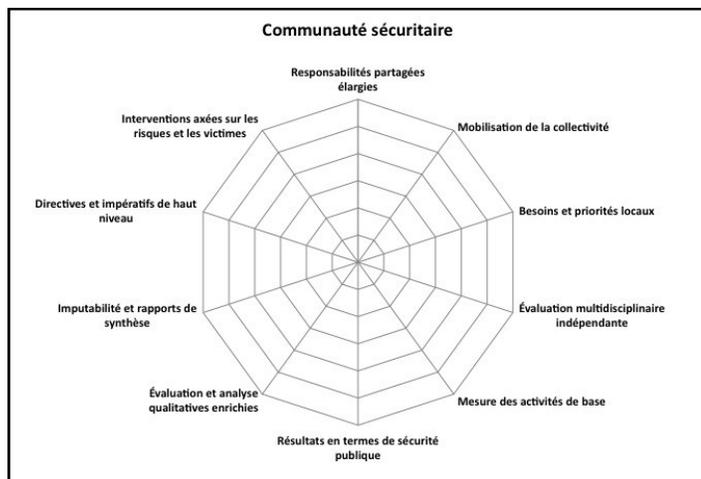


Diagramme 1

Pour créer un tel outil de mesure, l'IESI 2012 recommande l'utilisation d'un diagramme radar. Un diagramme radar est une méthode graphique d'affichage de données multivariées sous forme de diagramme à deux dimensions de trois variables quantitatives (ou plus) représentées sur des axes partant d'un même point. La position et l'angle relatifs des axes sont habituellement inconséquent. Cependant dans le cas du modèle de la sécurité communautaire, les dimensions de la sécurité communautaire ont été disposées sur le diagramme en ordre logique : la moitié supérieure du diagramme représente un engagement stratégique en faveur de l'approche intégrale, et la moitié inférieure représente les processus de mesure et de production de rapports nécessaires au soutien de la sécurité communautaire. (Diagramme 1)

Chaque organisme participant à la sécurité communautaire peut utiliser les indicateurs fournis, et tout autre indicateur mis au point, afin de déterminer un score global sur chacune des dix dimensions. L'échelle utilisée pour cette mesure doit être convenue par tous les organismes concernés de la collectivité, et elle devrait être la même pour tous les organismes. Une fois que le score est calculé pour chaque dimension, l'organisme peut indiquer ses résultats sur le diagramme radar. Le diagramme qui en résulte représente visuellement la contribution de chaque organisme à la sécurité communautaire à un moment donné. Dans un scénario parfait, la représentation des dimensions encerclerait tout le périmètre extérieur du diagramme, démontrant l'intégration complète des dix dimensions de la sécurité communautaire. (Diagramme 2)

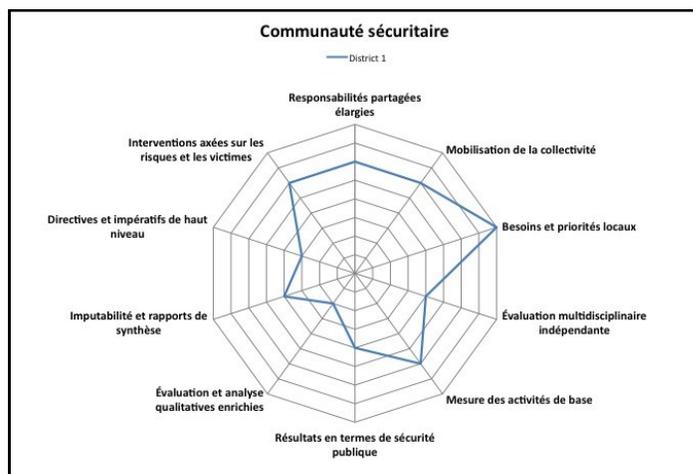


Diagramme 2

Le diagramme radar permet de représenter divers ensembles de données sur le même diagramme pourvu qu'une échelle de mesure uniforme soit appliquée à tous les ensembles. Dans le cas de grandes organisations, chaque district ou secteur peut enregistrer ses résultats et les afficher sur le même diagramme radar, de façon à donner une vue d'ensemble de l'organisme en ce qui concerne la sécurité communautaire. L'administration peut ainsi déterminer où les ressources peuvent être utilisées le plus efficacement pour pallier toute lacune repérée. (Diagramme 3)

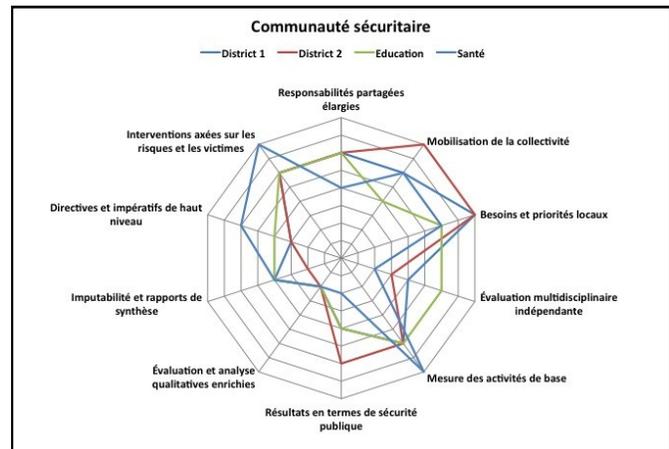


Diagramme 4

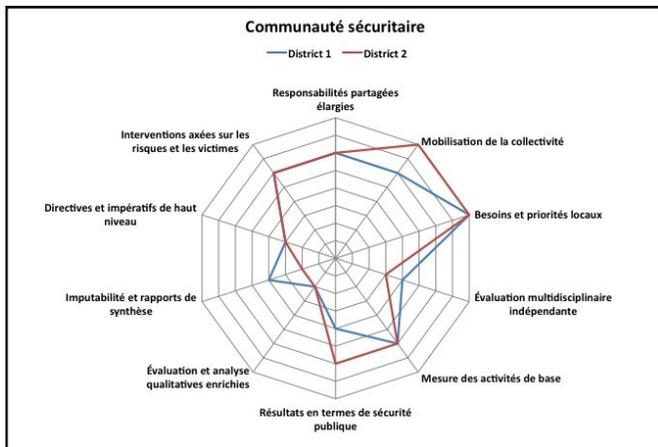


Diagramme 3

Le diagramme radar peut aussi servir à montrer la progression de la sécurité communautaire dans le temps. À cette fin, un niveau de référence de sécurité est établi en fonction des dimensions avant le début d'un programme. Les résultats sont ensuite comparés aux mesures reçues à la suite de la mise en œuvre d'une initiative en matière de sécurité communautaire. Utilisé de cette façon, le diagramme devient un outil efficace pour mesurer l'incidence d'une initiative sur les dimensions stratégie ou production de rapports, ou les deux.

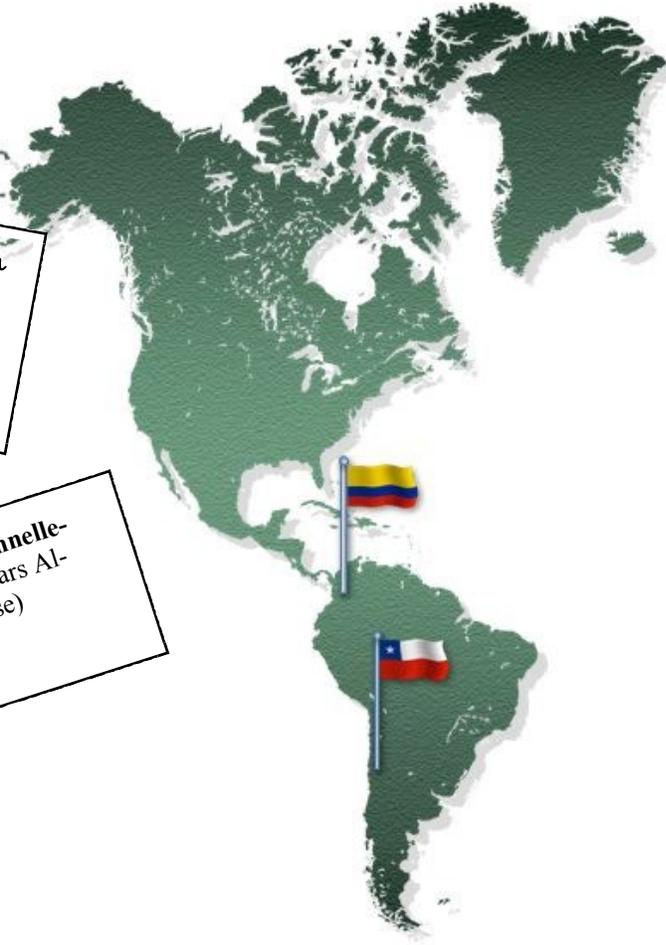
Quand tous les organismes partenaires ont mis au point leurs propres indicateurs pour chaque dimension, ceux-ci peuvent aussi être représentés. Les résultats de tous les organismes sont indiqués sur un même diagramme, et l'image qui en ressort donne une vue d'ensemble de la sécurité. Cette information peut servir à cerner les lacunes dans les ressources ou les services de tous les organismes voués à la sécurité communautaire. (Diagramme 4)

« Avec le temps, les Maoris et d'autres ont mis de l'avant de nombreuses options pour réduire les infractions des Maoris. Bien que certains programmes et initiatives aient été efficaces, peu survivent aux changements politiques. » (Plan de prévention de la criminalité dirigé par les iwi, en Nouvelle-Zélande)

« En Angleterre, les policiers ont renoncé à faire tout pour tous. » (Roger Baker, HMIC)

« Si vous ne parvenez pas à dresser un bilan exact d'un problème, vous ne pouvez pas le régler. » (AEIOTU, Jeremy BEDZOW, Bogotá (Colombie))

« Il s'agit de travailler professionnellement de façon personnelle. » (Lars Alvarsson, Police nationale suédoise)



L'IESI 2012 met au défi tous les chefs de file des collectivités, y compris la police, de réexaminer ce qu'ils font et comment ils le font, et de se demander s'ils sont les plus aptes pour le faire. Nous croyons que ces dimensions de la sécurité communautaire intégrale encourageront et aideront tous les chefs de file des collectivités à changer la conversation.

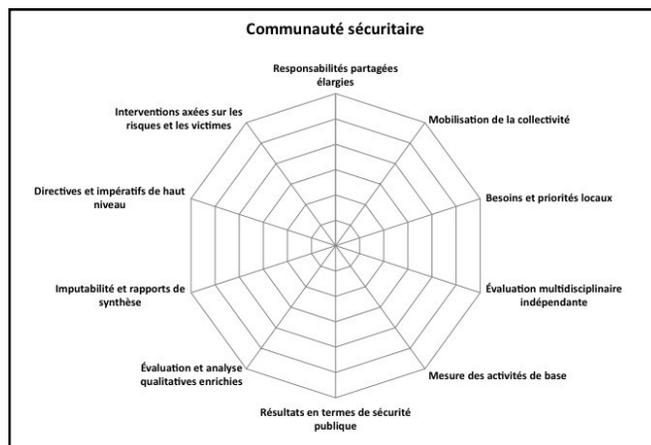
ISIS 2012

Inspector Sean Bourrie
 IT Manager Ron Anderson
 Superintendent Barry Zehr
 Superintendent Marlene Snowman
 Superintendent Rosemary Abbruzzese
 Inspector Dave Hossack
 Superintendent Chuck Cox
 Superintendent Tony Cusimano
 Major Chris Graham
 Inspector Michelle Davey
 Inspector Dave Saliba
 Inspector Cory Zaharuk
 Inspector Brian Shalovelo
 Superintendent Paul Thorne
 Superintendent Jim Perrin
 Superintendent Guy Pilon
 Superintendent Kevin Hackett
 Program Director Norm Taylor





IMAGINEZ QUE VOUS ET VOS PARTENAIRES PUISSIEZ FAÇONNER VOTRE COLLECTIVITÉ EN FONCTION DE CES ATTRIBUTS...



...IMAGINONS LES RESULTANTS POSSIBLE

